



REGLEMENTATION CIRCULATION & STATIONNEMENT

Arrêté portant interdiction provisoire de circulation et de stationnement rue Pierre Bigle

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-6,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.411-1, R.417-10 et R.413-1,
- Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- Vu l'arrêté 2008/277 du 25 novembre 2008 portant modification de l'arrêté 2007/269 du 8 octobre 2007 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la Commune,
- Vu l'arrêté 2003/015 du 4 janvier 2003 portant interdiction de stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes, ainsi que des remorques sur l'ensemble des voies de la Commune,
- Vu la reprogrammation des travaux de l'arrêté 2023/178 initialement prévus du 26 juin au 13 juillet 2023,
- Vu la demande de la société STPS pour réaliser, pour le compte de GRDF, des travaux de renouvellement d'un branchement gaz sur les trottoirs, avec traversée de la chaussée au numéro 48 rue Pierre Bigle, du 16 août au 1^{er} septembre 2023,
- Considérant que pour faciliter les travaux et afin d'assurer la sécurité des usagers et des ouvriers, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE

- ARTICLE 1: À compter du 16 août 2023 et jusqu'au 1^{er} septembre 2023, le stationnement sera interdit et considéré comme gênant au droit et en face du numéro 48 rue Pierre Bigle. Les emplacements seront matérialisés par la société chargée des travaux. Les véhicules en infraction seront retirés de la voie publique.
- ARTICLE 2: Durant la même période visée à l'article 1, lors des travaux de traversée de la chaussée, ces derniers se feront par demi-chaussée. La voie de circulation sera réduite au droit des travaux. À l'approche et dans la zone balisée des travaux, la vitesse sera limitée à 20 km/h.
- ARTICLE 3: En fin de journée, la voie de circulation sera restituée aux usagers, la tranchée sera refermée à l'enrobé à froid avant sa réfection définitive. La société chargée des travaux est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de ses ouvrages.
- ARTICLE 4: La circulation des piétons sera renvoyée sur le trottoir opposé des travaux, avec la mise en place de la signalisation appropriée. En dehors des périodes d'intervention, le trottoir sera restitué aux piétons, avec la mise en place de ponts piétons.
- **ARTICLE 5 :** Le trottoir au droit du numéro 48 rue Pierre Bigle, sera repris de bateau à bateau en pleine largeur et, au droit du numéro 47, le trottoir sera repris en sa pleine largeur. La traversée de la chaussée sera reprise avec 20 centimètres d'épaulement de part et d'autre avec les joints de dilatation.

- ARTICLE 6: Les dispositifs de signalisation, pré-signalisation et balisage seront mis en place dans les délais appropriés et maintenus par les soins de l'entreprise chargée des travaux, sous le contrôle des Services Techniques Municipaux.
- ARTICLE 7: Les lieux devront être restitués en bon état et à l'état d'origine. Toutes dégradations et ou retrait de mobilier urbain seront à la charge de la société chargée des travaux.
- ARTICLE 8: Copie du présent arrêté sera affichée pendant toute la durée des travaux et au moins 8 jours à l'avance. L'affichage sur le mobilier urbain, équipements de signalisation de l'espace public et sur les arbres est proscrit.
- ARTICLE 9: Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément à la loi.
- <u>ARTICLE 10</u>: Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés du Maire et publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à

- Monsieur le Directeur Général des Services
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux
- ➤ Police Nationale
- > Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris
- > Police Municipale
- ➤ GRDF Monsieur Pinoy
- > Société STPS

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le 0 2 A00 2023

LE MAIRE, Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

Richard DELL'AGNOD

Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de <u>deux mois</u> à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels.